

 <p><b>4 PROGRAMMES DU COLLÈGE LASALLE OFFERTS EN LIGNE</b></p> 	<p><b>COMMERCIALISATION DE LA MODE - DESIGN D'INTÉR TECHNIQUES DU MULTIMEDIA - ADJOINT ADMINISTR</b></p> <p><i>INSCRIPTIONS EN COURS</i></p>
--	--

**cyberpresse.ca**

Publié le 18 août 2009 à 07h23 | Mis à jour à 07h26

## Grippe A: les femmes enceintes plus vulnérables



Photo AP

### Brigitte Castelnaud

Agence France-Presse  
Paris

Les femmes enceintes, rendues plus fragiles aux infections en général, ont un risque accru de complications à la grippe A(H1N1) car les populations affectées sont plus jeunes que pour la grippe ordinaire, selon les spécialistes interrogés par l'AFP.

Les décès de femmes enceintes survenus sur le continent américain, et plus récemment en Espagne, illustrent ce danger. En France, un décès est signalé en Polynésie française, tandis que deux cas graves étaient répertoriés en métropole.

Femmes et médecins doivent donc être vigilants pendant une

grossesse face à d'éventuelles apparitions de symptômes grippaux.

«Les femmes enceintes doivent être informées de ce risque», avertit le professeur René Frydman.

La présence d'asthme, de diabète, de cardiopathie, d'obésité extrême sont des facteurs de risques supplémentaires, rappellent les spécialistes.

En cas de suspicion de grippe, le traitement antiviral, le Tamiflu, doit être administré immédiatement et dans un délai maximum de 48h du début des symptômes, sans attendre les résultats des analyses de laboratoire, recommande l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'OMS recommande également aux autorités sanitaires de mettre les femmes enceintes dans les groupes prioritaires à vacciner, quand les vaccins pandémiques seront disponibles.

Plusieurs pays (Etats-Unis, Royaume-Uni, Suisse) l'ont déjà fait. «En France, les femmes enceintes aussi seront vaccinées en priorité», assure le Pr Bruno Lina, expert de la grippe.

«Le vaccin est fabriqué avec un virus tué», donc rendu inoffensif, ajoute le Pr Daniel Floret, président du comité technique des vaccinations.

Pendant la grossesse, afin que la mère puisse tolérer le développement de son enfant, le système immunitaire est en quelque sorte en veilleuse. D'où la vulnérabilité des femmes enceintes aux infections (listériose...), et à la grippe en particulier, pandémique ou saisonnière.

Elles paraissent plus particulièrement vulnérables au troisième trimestre à la nouvelle grippe A(H1N1), avec des risques de complications pulmonaires notamment, de fausses couches spontanées et la perte du fœtus.

Selon une étude parue dans Lancet, elles ont quatre fois plus de risque d'être hospitalisées pour des complications.

«Au cours de la grossesse, on observe des changements mécaniques et hormonaux, notamment au niveau des systèmes cardio-vasculaire et respiratoire ainsi qu'immunitaire», explique le Dr Denise Jamieson, des Centres de contrôle des maladies (CDC) américains, principal auteur de l'étude.

«La capacité pulmonaire se réduit», car l'utérus, en grossissant, comprime le diaphragme, selon elle.

Les experts préconisent de traiter systématiquement (Tamiflu ou Relenza) les femmes enceintes en contact dans leur entourage avec une personne atteinte de la nouvelle grippe A(H1N1), confirmée ou suspectée.

Même si les informations sur l'effet de ces médicaments sur la mère et son fœtus restent rares. «Les données dont on dispose sont plutôt rassurantes», juge cependant le Dr Carmen Kreft-Jais, de l'agence française du médicament (Afssaps). Mais «avec une prescription plus large, les médecins devront être attentifs à signaler tout effet indésirable», relève-t-elle.

En période d'épidémie, l'hygiène (lavage des mains...) reste très importante pour les femmes enceintes, comme pour toute la population. Il leur est par ailleurs conseillé d'éviter les lieux très fréquentés et les rassemblements pour ne pas augmenter les risques de contamination.

# La ministre de la Santé veut l'aide des médecins contre la grippe H1N1

JENNIFER GRAHAM  
LA PRESSE CANADIENNE

**SASKATOON** — La ministre de la Santé, Leona Aglukkaq, estime que les médecins doivent collaborer avec le gouvernement fédéral pour affronter une possible recrudescence de la grippe A(H1N1) à l'automne.

Ces derniers affirment plutôt avoir besoin davantage d'aide d'Ottawa pour affronter la pandémie appréhendée.

Assurant les considérer comme des alliés indispensables, la ministre a déclaré aux membres de l'Association médicale du Canada réunis en congrès à Saskatoon qu'ils ont un rôle clé à jouer dans la prévention de la propagation du virus aussi bien dans le traitement que dans l'éducation des patients.

La ministre a indiqué aux médecins qu'Ottawa collabo-

re avec GlaxoSmithKline pour créer un vaccin à la fois sécuritaire et efficace, dont les premiers échantillons devraient être disponibles en novembre.

M<sup>me</sup> Aglukkaq a reconnu que la question de savoir à qui ils allaient être destinés en priorité est complexe, que son gouvernement ne prenait pas à la légère.

Mais des congressistes ont jugé que le discours de la ministre manquait d'indications concrètes pour aider les médecins et les patients.

La députée libérale Carolyn Bennett, qui est aussi médecin, a estimé que l'on avait besoin de plus d'informations afin de pouvoir en discuter avec des patients dès cet été, spécialement ceux qui sont le plus à risque, comme les femmes enceintes et des individus vivant avec des conditions sous-jacentes.

M<sup>me</sup> Bennett constate que rien

n'est prévu d'ici novembre en ce qui concerne les antivirus.

Elle craint aussi que les médecins ne puissent trouver suffisamment de temps pour distribuer le vaccin antigrippe traditionnel s'ils ont à traiter trop de cas de grippe A(H1N1).

Le docteur Robert Ouellet, président sortant de l'AMC, a reconnu lui aussi que le discours de la ministre était avare de détails et il a indiqué que les médecins veulent un plan qui stipule clairement qui doit d'abord recevoir le vaccin, au plus tard au début de septembre, avant la saison de la grippe.

Au moins 66 décès dus à la grippe A(H1N1) ont été recensés au Canada jusqu'ici, mais les responsables de la santé ont maintes fois répété que la plupart des gens atteints du virus n'ont souffert que d'une maladie bénigne.

La Dwi T 18 08 - Dec 9



**4 PROGRAMMES  
DU COLLÈGE LASALLE  
OFFERTS EN LIGNE**



**COMMERCIALISATION DE LA MODE - DESIGN D'INTÉR  
TECHNIQUES DU MULTIMEDIA - ADJOINT ADMINISTR**

*INSCRIPTIONS EN COURS*

**cyberpresse.ca**

**LeDroit**  
en version intégrale  
sur votre ordi

**2 SEMAINES  
D'ESSAI  
GRATUIT**



Publié le 17 août 2009 à 22h52 | Mis à jour le 17 août 2009 à 22h54

Gisèle Lalonde appuie Julie Bourgeois dans Glengarry-Prescott-Russell

## La course prend l'allure d'une élection



La grande dame de la francophonie ontarienne, Gisèle Lalonde, est venue donner son appui à la candidate Julie Bourgeois hier soir à Casselman en vue de l'investiture libérale de Glengarry-Prescott-Russell, même si en théorie elle ne peut voter pour l'avocate, puisqu'elle ne réside pas dans le comté.

Jean-François Dugas, LeDroit



**Jean-François Dugas**  
Le Droit

Nul doute que l'Association fédérale libérale de Glengarry-Prescott-Russell mise beaucoup sur son prochain candidat dans l'Est ontarien. Quatre aspirants se débattent pour obtenir la faveur des membres du Parti libéral du Canada (PLC), tous et un recourant à des techniques normalement employées en période électorale.

Communiqués, sites web personnels, événements médiatiques, appuis de personnes influentes et autres initiatives électorales : il y a rarement eu une telle fébrilité pour une course à l'investiture libérale fédérale dans la circonscription historiquement rouge.

L'objectif demeure de renverser la vapeur et regagner le fief des mains du conservateur Pierre Lemieux, en poste depuis presque quatre ans, à

la suite d'une suprématie libérale de plus de 40 ans.

Première étape cruciale : on doit recruter monsieur et madame Tout-le-monde au sein du PLC. Seuls les membres en règle du comté auront le droit de vote contrairement à une élection générale où tout adulte a une voix. En date de vendredi dernier, 1324 personnes s'étaient procuré leur carte de membre. La course pour gagner leur appui a bel et bien débuté.

## Les candidats

Procureure adjointe de la Couronne au palais de justice de L'Orignal, Julie Bourgeois utilise tous les moyens technologiques possibles pour se faire entendre : Facebook, Twitter, YouTube et site web en plus de se déplacer régulièrement à des activités communautaires.

« Je me présente pour un nouveau départ. Un nouveau départ pour nous, martèle celle qui a été la première à déclarer ses intentions publiquement. Je crois surtout à la force de nos gens d'ici. Je veux et je peux faire une différence. Ensembles, nous formeront une force implacable. »

Hier soir, elle a reçu un appui de taille de la grande dame de la francophonie ontarienne, Gisèle Lalonde, lors d'un rassemblement de ses troupes à Casselman.

« Julie Bourgeois va apporter du neuf, des idées nouvelles. C'est une femme intelligente. Elle ne votera pas contre le bilinguisme des juges [à la Cour suprême]. L'Ontario français a besoin de Julie. Le Canada français a besoin de Julie au gouvernement fédéral », a déclaré celle qui a présidé le mouvement de ralliement SOS Monfort.

De son côté, le maire de Russell Ken Hill, se dit « la nouvelle voix d'expérience ». S'il utilise son site Internet et Facebook pour avancer sa cause, il évite toute campagne axée sur une propagande démesurée.

« C'est ce que Pierre Lemieux fait et les gens en ont assez ! Les gens connaissent mes valeurs. Je travaille plus discrètement, mais je fais en quelque sorte du porte-à-porte auprès des libéraux. En bout de ligne, il faut qu'ils choisissent le candidat qui peut battre M. Lemieux », lance-t-il.

À Hawkesbury, le conseiller municipal, Gilles Roch Greffe, estime qu'il est le candidat de choix pour mener les libéraux à la terre promise. Absent du web, il a quand même acheté des publicités dans des journaux locaux pour se rendre visible.

À son avis, ses expériences à titre de travailleur manufacturier, de politicien et de bénévole font de lui l'homme de la situation.

« Le gouvernement Harper manque de respect envers les Canadiens. M. Lemieux embarque dans le jeu de son parti en distribuant régulièrement des tracts mensongers par la poste. C'est de l'enfantillage », accuse-t-il.

Finalement, Maryanne Kampouris, une habituée du processus, récolte des appuis depuis Maxville. La vice-présidente des politiques de la section Ontario du PLC, qui avait perdu contre l'ex-candidat, Daniel Boudria, à la dernière investiture libérale de GPR au printemps 2007, n'a pu être jointe par *LeDroit* hier pour commenter davantage. Son site Internet présente des informations sommaires tout au plus.

### Rencontre à Hawkesbury

Membres du PLC et public en général sont invités au Club de golf La Cité, ce soir à Hawkesbury, où les candidats étaleront leur vision libérale et parleront des enjeux locaux. Plus discussion que débat, l'activité débute à 19 h et sera répétée le 24 août à Cumberland et le 27 août à Alexandria.

L'investiture libérale se déroulerait le 10 septembre. Toutefois, la date ni le lieu ont été officialisés.





**4 PROGRAMMES  
DU COLLÈGE LASALLE  
OFFERTS EN LIGNE**



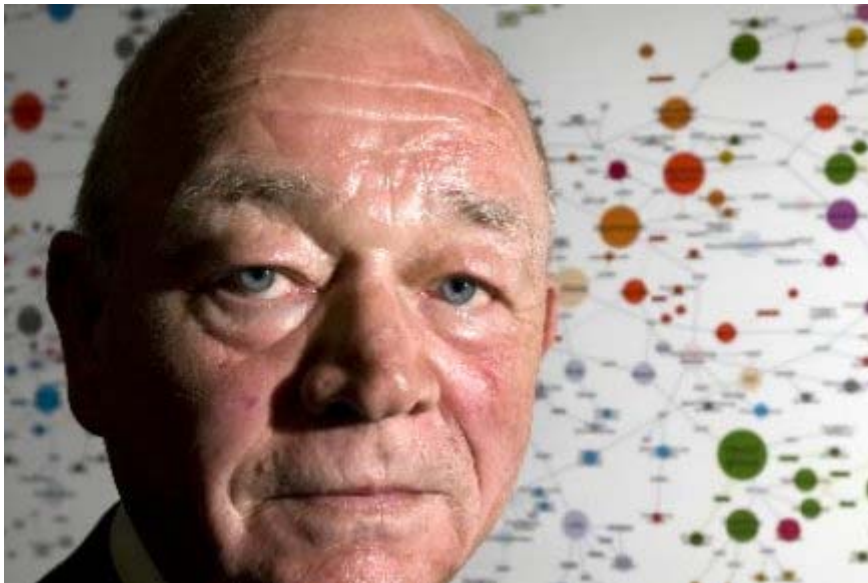
**COMMERCIALISATION DE LA MODE - DESIGN D'INTÉR  
TECHNIQUES DU MULTIMEDIA - ADJOINT ADMINISTR**

*INSCRIPTIONS EN COURS*

**cyberpresse.ca**

Publié le 18 août 2009 à 05h00 | Mis à jour à 06h28

## Une carte génétique du Québec



Pour le directeur scientifique du projet, le Dr Claude Laberge, CARTaGENE représente l'aboutissement d'une carrière. Le Dr Laberge a consacré ses années de travail en médecine à l'épidémiologie et à la recherche en génétique. Aujourd'hui, il participe à un projet qui devrait durer pour 50 prochaines années et qui, espère-t-il, va changer la médecine.

Photo Robert Skinner, La Presse



**Pascale Breton**  
La Presse

(Montréal) Au cours des derniers jours, des milliers de Québécois ont reçu par la poste une invitation pour le moins inhabituelle: participer à la création d'une banque de données qui permettra un jour de mieux prévenir et traiter les maladies.

«C'est un geste de citoyenneté. On demande aux gens de contribuer à des connaissances pour améliorer à long terme le système de santé», a expliqué le directeur scientifique du projet, le Dr Claude Laberge.

Pour lui, c'est l'aboutissement d'une carrière et la réalisation d'un projet qui a germé pendant près de 10 ans. Le Dr Laberge a d'ailleurs consacré ses années de travail en médecine à l'épidémiologie et à la recherche en génétique.

Dans les années 70, il a contribué à mettre sur pied le programme national de dépistage sanguin néonatal (programme qui existe encore aujourd'hui) afin de détecter trois types de maladies héréditaires chez les nouveau-nés.

Aujourd'hui, le Dr Laberge participe à un projet qui devrait durer les 50 prochaines années. Un projet qui, espère-t-il, va changer la médecine.

CARTaGENE est une banque de données et d'échantillons biologiques prélevés chez 20 000 Québécois âgés de 40 à 69 ans. Le but? Aider les chercheurs à mieux comprendre la maladie.

«On estime que 33% des gens de cet âge ont déjà des problèmes de santé comme l'hypertension, le diabète ou l'ostéoporose et s'ils n'en ont pas, leur conjoint en a», a souligné le Dr Laberge, rencontré dans les locaux de CARTaGENE, à deux pas de l'Université de Montréal.

On a recruté au hasard 20 000 participants dans les régions de Montréal, Québec, Sherbrooke et du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les lettres d'invitation ont été envoyées au cours des dernières semaines et déjà, le taux de

réponse se situe autour de 28%. «C'est excellent en période estivale», s'est réjoui le Dr Laberge.

Les participants doivent fournir des échantillons de sang et d'urine, et se soumettre à divers tests pour mesurer notamment leur tour de taille ou leur densité osseuse.

Ces données, entièrement codées pour préserver l'identité des participants, seront regroupées dans une banque accessible aux chercheurs. Ils auront accès à un bassin regroupant des données diverses -par exemple des hommes, non-fumeurs, présentant un taux de cholestérol élevé- pour mener des recherches sur des maladies comme le diabète, le cancer ou l'alzheimer. Ils pourront étudier de quelle façon les gènes, l'environnement et les habitudes de vie influencent la santé des gens.

Un comité sera mandaté pour étudier les projets des chercheurs et leur permettre d'utiliser la banque de données. Celle-ci devrait être accessible au début de 2010, quand environ la moitié des 20 000 volontaires auront été trouvés.

Idéalement, le projet aboutira à une deuxième phase: recueillir des données chez 30 000 autres participants, âgés de 25 à 75 ans. «Ça reste à définir. Il faut qu'on prouve qu'on est capable de s'occuper des 20 000 premiers pour commencer», a insisté le Dr Laberge. Plus les banques de données contiennent d'informations, plus elles sont utiles pour faire certains recoupements quant aux maladies et à l'hérédité, par exemple.

### **Long processus**

La génétique prend une place de plus en plus grande en santé. Mais le processus est long. Il n'a pas toujours été facile de convaincre certains organismes gouvernementaux, surtout en santé publique, se souvient le directeur scientifique.

«Au début, l'impression générale était que c'était trop compliqué. Les gens étaient habitués de faire des enquêtes de santé auprès de la population. Nous, on crée des ressources de santé pour que les chercheurs puissent mener des enquêtes», a rappelé le Dr Laberge.

Il ne s'agit plus de déterminer seulement si une personne est fumeuse ou non. Il sera possible de tenir compte des risques de maladies qu'elle traîne dans son bagage génétique et pourquoi un fumeur contracte une maladie que son voisin, fumeur aussi, n'a pas.

La médecine du futur est une médecine personnalisée. Les médecins disposeront de connaissances en génétique pour dresser le profil de leurs patients et leur administrer immédiatement le bon médicament.

### **Vers une science plus exacte**

Les banques de données seront importantes, en pharmacogénomique, «pour comprendre pourquoi, dans un bassin de 20 000 asthmatiques, un médicament fonctionne pour 18 000, ne marche pas pour 1000 autres et en tue 1000 autres», a expliqué Bartha Maria Knoppers, chercheuse principale à CARTaGENE et directrice du Centre de génomique et politiques de l'Université McGill.

Il faudra encore quelques décennies avant d'y arriver, mais c'est un projet emballant, estime Mme Knoppers. «On crée ces infrastructures publiques, humanistes, en vue d'une meilleure science, une science plus exacte.»

Pour l'heure, le projet CARTaGENE en est à ses premiers balbutiements. À Montréal, les premiers participants ont été rencontrés il y a quelques jours à peine. Ailleurs, cela se fera au début de l'automne.

### **Cyberpresse vous suggère**

# Area boards have no plans to keep pregnant teachers home over flu

## H1N1 risk greater for mothers-to-be; rules could change, school officials say

BY MORGAN DUNLOP, THE OTTAWA CITIZEN    AUGUST 17, 2009

OTTAWA — Two Ottawa school boards are not considering keeping pregnant teachers at home despite a possible increased swine flu risk to that group.

Two Quebec City school boards on Friday announced that pregnant teachers will be kept out of classrooms in September for that reason.

“We have not made any determination of anyone not working as of September,” Gordon Butler, chairman of the Ottawa Catholic School Board, said Sunday.

“Our pandemic program is evolving. We are always in close contact with the health office here in Ottawa. If things change, we will communicate that.”

The chairwoman of the Ottawa-Carleton District School Board echoed Butler’s comments.

“We are working continuously with Public Health,” said Lynn Scott. “As information keeps changing, we will keep evolving our plan for addressing the situation. Our priority is to minimize risk to our students and to our staff.”

The French Catholic board could not be reached for comment Sunday, but Georges

Orfali, president of the Conseil des écoles publiques de l’Est de l’Ontario, said Sunday the issue had not been addressed yet.

“The staff in the school board are not back until this week. So we will see how things are.”

In West Quebec, the chairman of Commission scolaire des Portages-de-l’Outaouais, Jocelyn Blondin, said Sunday there are no plans to keep pregnant teachers out of the classroom for September.

In Gatineau, neither the Western Québec School Board nor the Commission scolaire des Draveurs could be reached Sunday.

A study published this month in the British medical journal *The Lancet* suggests that pregnant women are at a greater risk of hospitalization and death than the general population once contracting swine flu.



The two Quebec City boards' decisions were taken the same day that a young Montreal woman died of swine flu complications following the birth of her son. The woman, Fatiha Idrissi Kaitouni, contracted the disease while pregnant.

Marie-Ève Bédard, a spokeswoman for Quebec Health Minister Yves Bolduc, said on the weekend that a policy announcement on H1N1 will be made on Aug. 24.

Meanwhile, the chairman of the Toronto District School Board, John Campbell, said Friday a decision to keep pregnant teachers out of school in the fall "merits consideration," the Toronto Star reported.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Autos Careers Classifieds Homes



## Classroom blaze sends school board scrambling

OCDSB considering 'every scenario' in wake of portable fire

By TERRI SAUNDERS, SUN MEDIA

Last Updated: 18th August 2009, 7:02am

Students returning to Roberta Bondar Public School in two weeks may find themselves learning the three Rs in some unusual places.

A weekend fire destroyed two portable classrooms behind the main building, meaning about 50 students in the JK-Grade 8 school could be attending classes in places such as the South Ottawa school's library or computer lab.

"At this point, every scenario is being considered," said Lyall Thomson, director of education for the Ottawa-Carleton Public School Board. "Learning will continue to be our first priority, but it will definitely have an impact on things once school begins."

Police are investigating the fire, which broke out in the portables shortly after midnight Sunday, as suspicious and arson investigators are continuing to seek the cause of the blaze. Smoke and water damage was extensive inside the portables, which each normally house between 20 and 26 students in a single classroom setting. Thomson said it's likely things such as chairs, desks, computers and other classroom supplies have been lost.

"We will be replacing those resources as quickly as we can," said Thomson. "We haven't timelined things right now, but the plan is to replace those portables as soon as we can."

Daniel Fournier is the project leader for architecture and engineering for the board. He was at the site Monday and said the two portables have been "completely written off."

Fournier said investigators still maintain control of the structures, but once they are released back to the board, they'll have to come down.

"The plan is to demolish them and remove them from the school grounds," said Fournier. "We will then make plans to replace them with surplus portables currently at other school sites."

The school, which anticipates an enrolment of 800 students this fall, will continue to use two other portables that were not damaged in the fire.

Thomson said it's possible some classrooms may see a small increase in student numbers at least until the damaged portables are replaced.

"We're looking at every possibility with an eye towards accommodating the students as best we can," said Thomson. "We have surplus desks and chair and other supplies so we'll be getting those together as soon as we can."

It took two dozen firefighters to extinguish the blaze, which caused an estimated \$200,000 damage. One firefighter was hospitalized for a knee injury but has since been released.

Students are set to return Sept. 1.

terri.saunders@sunmedia.ca

Copyright © 2009 Ottawa Sun All Rights Reserved

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)**2009 DODGE RAM 1500 | Winner - AJAC Best New P**

## Teachers eye kindergarten jobs

By **ANTONELLA ARTUSO**, QUEEN'S PARK BUREAU CHIEF

Last Updated: 18th August 2009, 2:32am

Ontario's public elementary teachers are turning up the pressure on the Dalton McGuinty government to put teachers at the front of the class when it brings in all-day learning for four- and five-year-olds.

David Clegg, president of the Elementary Teachers' Federation of Ontario (ETFO), released a poll commissioned by the association that concluded most Ontarians want teachers in charge for the full day.

At ETFO's annual meeting today, delegates will be asked to vote on a resolution to launch a public campaign to demand teachers be used to provide a full class day.

"When parents first heard Premier McGuinty's election commitment for province-wide full day kindergarten, they rightly expected it would be delivered by certified kindergarten teachers," Clegg said yesterday.

### HIGHER SALARY

Charles Pascal, the government's early learning adviser, has recommended a blended staffing model where children spend half the day with a teacher and the remaining portion with an early childhood educator.

Michelle Despault, a spokesman for Education Minister Kathleen Wynne, said the province will begin implementation of the program in September, 2010, but is still considering many issues such as staffing.

"The commitment in the platform that we had during the last election was around full day learning for four- and five-year-olds and that's what we're looking at," Despault said. "That doesn't preclude a blended model or teacher-only model."

There are more than 4,000 public kindergarten teachers, and that number would have to double if the province went with a teacher-only model, Clegg said.

Certified teachers typically have more education and are paid a much higher salary than early childhood educators.

Copyright © 2009 Ottawa Sun All Rights Reserved

## Sex-assault victim's legal deal prevents apology: Carleton boss

'There is nothing I would rather do,' Runte tells group calling for sexual assault centre

BY MORGAN DUNLOP, THE OTTAWA CITIZEN AUGUST 18, 2009



Carleton University President Roseann O'Reilly Runte, tries to calm about 30 student protesters outside her office after they presented her with a petition concerning the University's refusal to work with students to create a dedicated sexual assault centre.

**Photograph by:** Wayne Cuddington, The Ottawa Citizen

OTTAWA-The president of Carleton University told a group of student protesters Monday she wished she could apologize for the university's now infamous defence statement that said the victim of a violent sexual assault on campus in 2007 "failed to take appropriate or any action for her own safety."

"I do not refuse to apologize," said Roseann Runte.

"There is nothing I would rather do. But I have been told by the lawyer of Jane Doe that we cannot say anything more about the case at all."

Runte faced a barrage of questions from about 50 students gathered to pressure the university to establish a sexual assault centre that would work to prevent assaults before they happen.

The movement for a campus centre began in 2007, shortly after a student, known only as Jane Doe, was beaten and sexually assaulted in a campus chemistry lab.

Julie Lalonde, a master's student in women's studies, founded the Coalition for a Sexual Assault Centre on Campus. In a 2008 referendum, 80 per cent of students voted in favour of the centre, said Lalonde.

The university administration has no plans for the centre, although they recently announced \$1.6 million in spending to upgrade security on campus and hired a co-ordinator of sexual assault services.

"Eighty per cent of sexual assaults occur by someone you know," Lalonde said. "So it's probably not going to happen in the lab. It's going to happen in residence or in your house, at a party. A security camera doesn't address that."

Lalonde hopes that a dedicated centre will raise awareness and help the university community prevent assaults before they occur.

"Sexual assault on campus right now is taboo, people don't talk about it."

Existing programs, Lalonde said, are too focused on women's self-defence and aren't targeting the root of the problem. "It's very much women protecting themselves instead of asking, 'who is raping people?'," she said. "Let's have that conversation."

Concillia Muonde, public education co-ordinator for the Sexual Assault Centre of Ottawa, was present Monday to support student protesters. Muonde is in favour of a sexual assault centre on campus.

"Services are always good, but they are a response," she said. "We want a safe campus, a mindset shift. They have to educate the men on campus to take responsibility."

"We will all work together every day to make this campus a safer place," she told protesters.

"A centre or room doesn't necessarily make campus a safe place."

© Copyright (c) The Ottawa Citizen